

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 20 novembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de  
Promotion des Investissements Privés (PPIP)  
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion  
De l'Investissement et des Grands Travaux  
(APIX SA) - 52, Rue Mohamed V - Dakar**

**Madame l'Administrateur,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par l'Agence de Promotion de l'Investissements et des Grands Travaux (APIX - SA) au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008 et financées sur ressources internes.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de l'APIX SA avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

**1. Réserves**

- des contrats non inclus dans le plan de passation des marchés ont été signés avec différents prestataires en violation des dispositions de l'article 6 NCMP. La valeur cumulée desdits contrats se chiffre à 206 489 460 F CFA. En fait, sur l'ensemble des marchés présentés par l'APIX au titre de l'exercice 2008 pour une valeur globale de 270 241 102 F CFA seuls deux dont la valeur est estimée à 63 751 642 F CFA figuraient dans le plan de passation des marchés.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux**

- au terme de l'article 2 de la loi 2007 - 13 du 19 février 2007 portant création de l'APIX SA, les dispositions du décret 2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ne s'appliquent pas aux marchés conclus par l'APIX - SA dans le cadre de sa mission de détermination et de réalisation des programmes et actions nécessaires au développement de l'investissement privé notamment les actions de marketing, de communication et de service aux investisseurs ;
- le recouplement de la situation d'exécution du plan de passation des marchés avec la balance auxiliaire des comptes fournisseurs à l'effet de nous assurer de l'exhaustivité des informations transmises par l'APIX a permis de constater la non retranscription de nombreuses transactions qui ne sont pas reflétées dans ledit état d'exécution du PPM faisant subsister une incertitude sur l'exhaustivité dudit état d'exécution du PPM;
- les avenants signés au cours de l'exercice sous revue, reflétés dans l'état statistique des marchés tenu par la DCMP, n'ont pas été mis à notre disposition par la Direction de l'APIX qui a estimé que lesdits contrats financés sur ressources extérieures ne rentrent pas dans le périmètre de la revue des marchés qui ne couvre selon elle, que les contrats financés sur ressources internes quand bien même le financement des avenants en question comporte une contrepartie Etat ;
- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par l'APIX - SA;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, au regard des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci avant, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer et nous ne nous prononçons pas sur la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

## SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	6
1.1	Non conformités identifiées	6
1.2	Formulation de recommandations	7
1.3	Tableau récapitulatif des violations du NCMP par marché	8
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	11
2.1	Contexte de l'intervention	11
2.2	Objectifs de la mission	11
2.3	Tâches du consultant	13
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	14
3	Approche méthodologique	16
3.1	Revue des textes	16
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	17
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	17
4	Résultats de nos travaux	20
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	20
4.2	Périmètre Couvert	22
4.3	Examen des marchés	23
	Anomalies constatées lors de l'examen de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs	23
4.3.1	Marchés conclus par Demande de Propositions	23
4.3.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	25

## Liste des abréviations et sigles

AC	Autorités Contractantes
AO	Appel d'Offres
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres restreint
APIX	Agence nationale chargée de la Promotion de l'Investissement et des grands Travaux
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TDR	Termes De Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **SECTION 1**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

## **1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS**

### **1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES**

#### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES**

Les non conformités relevées se présentent comme suit :

1. des contrats non inclus dans le plan de passation des marchés ont été signés avec différents prestataires en violation des dispositions de l'article 6 NCMP. La valeur cumulée desdits contrats se chiffre à 206 489 460 F CFA alors que l'ensemble des marchés qui nous ont été présentés par l'APIX au titre de l'exercice 2008 se chiffre à 270 241 102 F CFA;
2. nous avons noté un manque de précision des critères d'évaluation de la manifestation d'intérêt relative à la confection du manuel des procédures et à l'amélioration du système d'informations;
3. les lettres d'informations, aux candidats non retenus à l'issue de l'évaluation, ne leur ont pas été adressées par l'APIX en violation de l'article 67- 4 du NCMP;
4. la terminologie utilisée dans les DAC (acquisition de matériel informatique et câblage) n'est pas conforme au NCMP;
5. la DP relative à la sélection d'un bureau d'études techniques chargé des études et du suivi des travaux d'aménagement de l'APIX fait apparaître une forte disparité des offres financières présentées par les deux candidats retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques (33 960 400 F CFA contre 3 800 000 F CFA). Ceci s'explique par le fait que l'un des soumissionnaires a fait une offre complète sur le génie civil et l'ensemble des lots techniques alors que le second a fait une offre limitée aux lots techniques. Cette situation pose la question de la pertinence des critères d'évaluation et le manque de précision du cahier des charges qui aurait dû indiquer si les marchés sont attribués par lot ou s'il s'agit d'un lot unique indivisible;
6. des documents importants relatifs à la procédure de passation des marchés ne sont pas versés dans certains dossiers;
7. concernant le marché sur les études et le suivi des travaux du siège de l'APIX, certaines offres ont été rajoutées alors que leurs soumissionnaires n'ont pas fait l'objet de consultation.

## 1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

1. veiller à inscrire toutes les acquisitions dans le PPM (article 6 du NCMP);
2. préciser les critères d'évaluation dans les appels à manifestation d'intérêt;
3. se conformer aux dispositions aux dispositions des articles 67- 4, 85 et 86 du NCMP sur l'information des soumissionnaires;
4. se conformer à la nouvelle terminologie du NCMP;
5. utiliser les dossiers types pour une plus grande précision des critères d'évaluation.
6. se conformer aux recommandations de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de passation des marchés;
7. n'accepter les offres des soumissionnaires que s'ils sont régulièrement consultés.

### 1.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Description	DEMANDE DE PROPOSITIONS	
	Confection du Manuel de procédures et amélioration du système d'information	Sélection d'un bureau d'études techniques charges des lots techniques des travaux d'aménagement de l'APIX
Attributaire	GROUPE FONDAS	BETER
Montant	14 396 000	12 036 000
Violation de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires	√	√
Violation des articles 83, 84 et 85 sur la signature, l'approbation, la publication, l'attribution et l'information des candidats	√	√



Description	Réalisation d'un programme de coaching pour le Senior management et la Direction Générale	Achat de cartouches pour imprimantes	Acquisition de matériel informatique	Travaux de câblages informatique Télécom et courant 220 des locaux de la DPA	Animation d'un séminaire relatif à l'engagement du personnel et à la gestion du stress et du changement	Réalisation des travaux (1° et 2° du siège de l'APIX-sa)
Attributaire	Cheikh Tidiane Sow	CFAO Technologies	Computer Land	VOTELEC	Cheikh Tidiane Sow	GETRAN
Montant	10 095 178	5 341 767	15 494 698	10 021 150	8 100 995	49 355 642
Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	√	√	√	√		
Violation des articles 43, 45 et 46 du NCMP et de l'article 27 du COA relatifs à l'accès à la commande publique		√	√	√		
Violation de l'article 53 du NCMP sur les seuils de passation des marchés						√
Violation de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires	√		√		√	√
Violation de l'article 77 du NCMP relatif à la procédure des DRP	√	√	√	√	√	√
Violation des articles 83, 84 et 85 sur la signature, l'approbation, la publication, l'attribution et l'information des candidats	√				√	√

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

### **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

## 2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

## **2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION**

1. Le Consultant devra produire

- un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes.

Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).

2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

### **SECTION 3**

#### **APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **3. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

#### **3.1 REVUE DES TEXTES**

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 e du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;



- loi 2007 – 33 du 31 décembre 2007 modifiant la loi 2007 - 13 du 19 février 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée APIX SA ;
- décret 2007 - 1591 du 17 février 2003 portant application de la loi 2007 - 13 du 19 février 2007 modifiée en certaines dispositions par la loi 2007 – 33 du 31 décembre 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée APIX SA ;
- organigramme de l'APIX SA ;
- rapport de gestion 2008 de l'APIX SA...

### **3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'APIX pour apprécier la capacité de ses structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la réalisation des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés.

### **3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu de l'APIX - SA avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

## **SECTION 4**

### **RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX**

### **4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.**

L'APIX - SA est une société anonyme à participation publique majoritaire. Elle a été créée par la loi 2007 - 13 du 19 février 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée APIX SA. Cette loi a été modifiée en certaines de ses dispositions par la loi 2007 - 33 du 31 décembre 2007. Les modalités d'application de cette loi ont été précisées par le décret 2007 - 1591 du 31 décembre 2007.

L'objectif principal de l'APIX - SA est de déterminer et de réaliser les programmes et actions nécessaires au développement de l'investissement privé. Elle est également chargée de la conduite et du suivi, pour le compte de l'Etat, des grands travaux qui lui sont confiés par décret. L'APIX - SA doit enfin promouvoir les zones économiques à statut spécial et sous ce rapport, elle dispose, en vertu des lois créant lesdites zones, de pouvoirs spéciaux, dérogatoires au droit commun, pour leur administration.

Il convient de préciser que la loi 2007 - 13 du 19 février 2007 avait institué une dérogation à l'application, à l'APIX - SA, des dispositions de la loi 90 - 07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique.

Par ailleurs, les dispositions du décret 2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ne s'appliquent pas aux marchés conclus par l'APIX - SA dans le cadre de sa mission de détermination et de réalisation des programmes et actions nécessaires au développement de l'investissement privé notamment les actions de marketing et de communication, de service aux investisseurs prévus par l'article 2 de la loi 2007 - 13 du 19 février 2007 portant création de l'APIX SA.

Tel est le cadre dans lequel s'inscrit cette mission de revue indépendante de la passation des marchés de l'APIX - SA et dont le périmètre sera défini au regard des dispositions dérogatoires au droit commun dont bénéficie cette autorité contractante. A ces limitations d'ordre légal, s'ajoute une lecture restrictive des termes de référence qui a pour effet d'exclure du champs d'investigation de la mission, des avenants passés en 2008 sur des marchés de travaux au motif que lesdits travaux sont financés sur ressources externes quand bien même une contrepartie Etat serait prévue dans la prise en charge des coûts.

Nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés qui a été transmis à la DCMP et d'une actualisation dudit PPM. Le rapprochement de cette version révisée avec celle qui figure dans le portail des marchés publics a permis de constater que les DRP ne sont pas incluses dans le PPM.

Nous avons vérifié que le contenu de l'Avis Général de Passation des Marchés qui a été publié par l'APIX est en conformité avec le PPM, rapproché l'état d'exécution du PPM avec les informations sur les statistiques tenues par la DCMP.

Nous avons également vérifié, conformément aux termes de référence de la mission, la création en son sein, par l'APIX - SA, d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés pour se conformer aux dispositions des arrêtés 11 586 et 11 588 pris en application des articles 35 et 36 du NCMP fixant le nombre et les conditions de

désignation des membres des CPM et des CM. Les décisions de nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés nous ont été transmises de même les copies des attestations de prise de connaissance de la Charte d’Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d’éthique en matière de marchés publics et arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l’article 45 alinéa 5 du NCMP fixant le modèle d’engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d’éthique en matière de marchés publics).

Notons que les membres de la Cellule de Passation des Marchés instituée pour se conformer aux dispositions de l’arrêté 11 586 pris en application de l’article 35 du NCMP occupent déjà d’autres fonctions. Ils ont été formés au NCMP et connaissent les règles de la passation des marchés comme l’atteste le degré de formalisation des dossiers de passation des marchés.

Il faut noter cependant que la Commission des Marchés de l’APIX n’a pas élaboré de rapport annuel comme l’y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n’a pas non plus élaboré et transmis ses rapports trimestriels.

#### **Rappel des seuils applicables à l’APIX en vertu de l’arrêté 11 580 du 28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	50	500	200	800
Fournitures et services	30	250	100	400
Prestations Intellectuelles	30	125	100	350

Comme indiqué ci – avant, l’APIX a bien formalisé toute la démarche de passation de marchés publics par :

- l’élaboration de dossiers d’appels d’offres utilisant autant que possible les dossiers types,
- l’élaboration de demandes de propositions pour les services de consultants,
- l’élaboration de lettres d’invitation et de cahiers des charges pour les DRP,
- l’élaboration des procès verbaux d’ouvertures des plis,
- l’élaboration de procès verbaux d’évaluation technique d’offres
- l’élaboration de procès verbaux d’attribution provisoire
- l’élaboration de lettres de notification d’attribution définitive,
- l’élaboration de contrats.

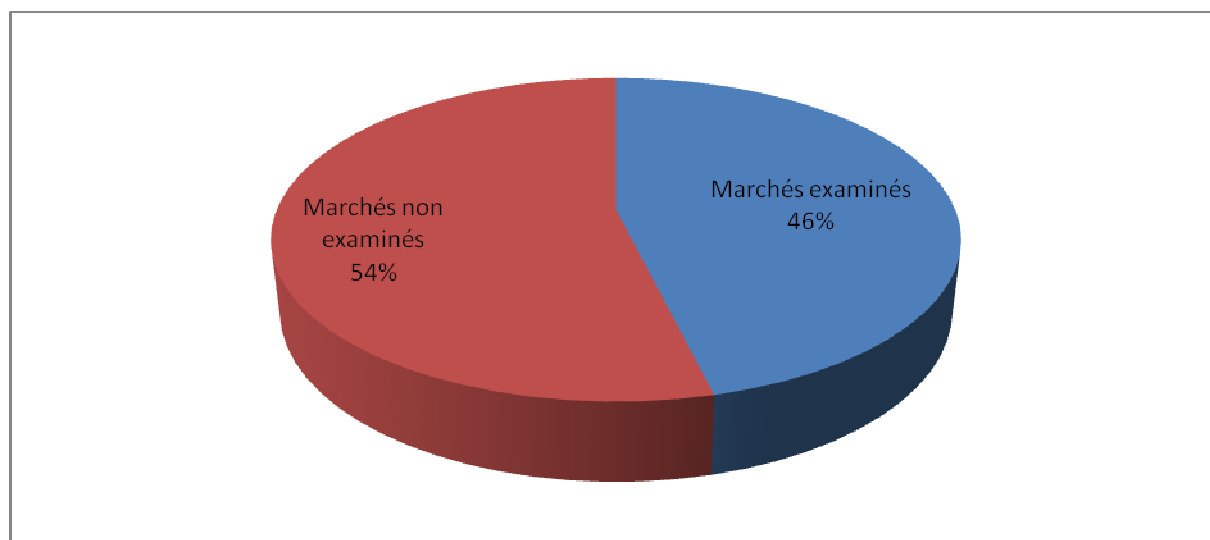
La Commission des Marchés se réunit normalement avec tous les membres désignés et se fait adjoindre, lors des séances d’ouverture des plis, du Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, en qualité de rapporteur, conformément au NCMP.

## 4.2 PERIMETRE COUVERT

La situation des marchés de 2008 financés sur ressources internes présentés par l'APIX s'établit comme suit :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	20	270 241 102	8	124 841 430	40%	46,20%
Entente directe (ED)						
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>270 241 102</b>	<b>8</b>	<b>124 841 430</b>	<b>40%</b>	<b>46,20%</b>

La typologie des marchés passés en 2008 qui se présente comme suit illustre un recours massif à la procédure de Demande de Renseignements et de Prix alors que l'appel d'offres ouvert constitue, par principe, le mode de passation des marchés publics.



### **4.3 EXAMEN DES MARCHES**

Un échantillon a été constitué à partir de la liste des marchés exécutés conformément aux termes de référence. Nous avons examiné 8 DRP soit un taux de couverture de 40 % en nombre et 46,20 % en valeur.

#### **ANOMALIES CONSTATEES LORS DE L'EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS :**

La vérification de l'exhaustivité des informations qui nous ont été communiquées par l'APIX SA relativement à la situation d'exécution du Plan de Passation des Marchés de l'exercice 2008 nous a conduit à procéder à une revue sommaire de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs. Cette revue nous a permis d'identifier des dépenses non reflétées dans le tableau récapitulatif d'exécution du PPM qui nous a été fourni. Lesdites dépenses portent sur des contrats conclus par entente directe non autorisées, des renouvellements de contrats au-delà des limites temporelles autorisées.

Au regard de l'état d'exécution du PPM qui nous été transmis, l'APIX – SA a conclu au cours de l'exercice 2008 vingt marchés suite au lancement de procédures de DRP ou de DP. L'échantillon sur lequel ont porté nos travaux représente 40 % en nombre et 46,20 % en valeur. Les principales constatations sont présentées ci – après :

#### **4.3.1 MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS**

Les anomalies identifiées dans le dossier examiné se présentent comme suit par dossier examiné :

##### **DP N°1 - CONFECTION DU MANUEL DE PROCEDURES ET AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION**

**Prévue dans le PPM et figure dans l'AGPM publié le 31 janvier 2008 dans le Quotidien « Le Soleil »**

**Date de publicité de la sollicitation de manifestation d'intérêt:** 30 avril 2008

**Date de dépôt des MI :** 29 mai 2008

**Date d'ouverture des MI :** 29 mai 2008

**Délai de préparation des offres :** Jours

**Date d'évaluation des MI:** 18 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2008

**Date de validation du Rapport d'évaluation :** 1<sup>er</sup> juillet 2008

**Date consultation des candidats short listés:** 17 juillet 2008

**Date de dépôt des offres :** 18 août 2008

**Délai de préparation des offres :** 30 Jours

**Budget prévu dans le PPM :** 30 000 000 F CFA TTC

**Date de dépouillement des offres :** 19 août 2008

**Rapport d'évaluation des offres techniques:** 28 août 2008

**Date d'ouverture des offres financières :** 12 septembre 2008

**Date d'évaluation des offres financières :** 19 septembre 2008

**Date de notification :** 2009

**Attributaire : GROUPE FONDAS** pour 14 396 000 F CFA F CFA TTC

#### **Non conformités identifiées**

- les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt ne sont pas précisés dans l'avis de sollicitation de manifestation d'intérêt ;
- l'APIX – SA n'a pas adressé de lettres d'information aux candidats non retenus à l'issue de l'évaluation des manifestations d'intérêt comme l'y invite l'article 67 – 4 du NCMP ;
- le procès verbal d'attribution est désigné sous le vocable « adjudication » non conforme à la nouvelle terminologie du NCMP ;
- les candidats non retenus au terme de la procédure d'attribution n'ont pas été informés et le procès verbal d'ouverture des offres financières ne leur a pas été transmis non plus.

#### **Recommandations**

- les manifestations d'intérêts sont évaluées dans les mêmes conditions que les propositions techniques et à ce titre, des critères d'évaluation précis doivent être définis et communiqués aux soumissionnaires potentiel dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ;
- l'information des soumissionnaires aux différents stades de la procédure de sélection doit se faire conformément aux dispositions du NCMP dans ses articles 67 – 4, 84, 85 et 86.

### **DP DU 5 FEVRIER 2008 – SELECTION D'UN BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES CHARGES DES LOTS TECHNIQUES DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'APIX**

**Date de transmission de la Demande de Proposition:** 5 février 2008

**Date de dépôt des offres :** 22 février 2008

**Délai de préparation des offres :** 17 Jours

**Budget prévu dans le PPM :** F CFA TTC

**Date de dépouillement des offres :** 22 février 2008

**Date d'évaluation des offres techniques :** 27 février 2008

**Date de notification :**

**Attributaire :** BETER pour 12 036 000 F CFA

#### **Non conformités identifiées**

- les candidats non retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques n'ont pas été informés conformément aux dispositions de l'article 67 – 4 du NCMP ;
- une forte disparité des offres financières présentées par les deux entreprises retenues à l'issue de l'évaluation des offres techniques a été constatée (33 960 400 F CFA contre 3 800 000 F CFA) qui s'explique par le fait que l'un des soumissionnaires a fait une offre complète sur le génie civil et l'ensemble des lots techniques alors que le second a fait une offre limitée aux lots techniques. Cette situation pose la question de la pertinence des critères d'évaluation et le manque de précision du cahier des charges qui devrait indiquer si les marchés sont attribués par lot ou s'il s'agit d'un lot unique indivisible.



## **Recommandations**

- l'information des soumissionnaires doit se faire conformément aux dispositions des articles 67 – 4, 85 et 86 du NCMP ;
- veiller à être plus précis dans l'élaboration des DAC, envisager l'allotissement ou préciser que les lots sont indivisibles pour plus de clarté dans la comparaison des offres.

### **4.3.2 MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

Les anomalies identifiées dans le dossier examiné se présentent comme suit par dossier examiné :

#### **DRP DU 30 OCTOBRE 2008 - REALISATION D'UN PROGRAMME DE COACHING POUR LE SENIOR MANAGEMENT ET LA DIRECTION GENERALE**

**Non prévue dans le PPM et ne figure pas non plus dans l'AGPM publié le 31 janvier 2008 dans le Quotidien « Le Soleil »**

**Date consultation des candidats short listés:** 30 octobre 2008

**Date de dépôt des offres :** non précisé ???

**Délai de préparation des offres :** Jours

**Budget prévu dans le PPM :** F CFA TT

**Date de dépouillement des offres :** 2008

**Date d'attribution :** 2 avril 2008

**Date de notification :** 2009

**Délai d'exécution :**

**Attributaire :** CHEIKH TIDIANE SOW pour un montant de 10 095 178 F CFA

#### **Non conformités identifiées**

- le dossier de passation ne comporte pas de lettre de saisine des candidats dont les critères d'évaluation ne sont pas non plus précisés à l'avance. Par ailleurs, les modalités de constitution de la liste des consultants ne sont pas précisées. Ledit dossier ne comprend que trois offres en lieu et place des cinq offres requises aux termes de l'article 77 du NCMP ;
- la formalisation de cette procédure de sélection est insuffisante puisque le dossier ne comprend ni procès verbal d'évaluation, ni de lettre de notification de l'attribution provisoire ou d'information des candidats non retenus.

## **Recommandations**

- la consultation d'au moins cinq prestataires choisis dans un fichier régulièrement constitué est la règle en matière de sélection de consultants. Ledit fichier peut être alimenté à partir de l'exploitation des réponses reçues suite à l'avis général de passation des marchés publié en début d'exercice et régulièrement mis à jour avec les réponses aux demandes de manifestation d'intérêt ou les demandes d'agrément reçues et analysées selon des critères définis par la Direction. Cette consultation doit être formalisée et donner lieu à une évaluation en bonne et due forme ;

- l'information des soumissionnaires doit se faire conformément aux dispositions du des articles 67 – 4, 85 et 86 du NCMP.

## **DRP N° 122 DU 05 MARS 2008 ACHAT DE CARTOUCHES POUR IMPRIMANTES**

**Non prévue dans le PPM et ne figure pas non plus dans l'AGPM publié le 31 janvier 2008 dans le Quotidien « Le Soleil »**

**Date de transmission de la DRP : 5 mars 2008**

**Date de dépôt des offres : 5 mars 2008**

**Délai de préparation des offres : 1 jour**

**Date d'attribution : 7 avril 2008**

**Date d'approbation : 7 avril 2008**

**Date de notification : 7 avril 2008**

**Délai d'exécution : 3 semaines**

**Attributaire : CFAO TECHNOLOGIES pour un montant de 5 341 767 F CFA TTC**

### **Non conformités identifiées**

- le délai d'un jour accordé aux soumissionnaires (lesquels) pour la préparation des offres est anormalement court et injustifié au regard de la date d'attribution qui est intervenue un mois après la date limite de dépôt desdites offres ;
- nous notons également une insuffisante formalisation de la procédure puisque le dossier ne comprend ni lettre de saisine, ni procès verbal d'évaluation. Ce faisant, nous n'avons aucune certitude sur la réalité de la concurrence ;
- les conditions d'accès à la commande publique telles que spécifiées dans les articles 43, 45 et 46 du CMP ne sont pas prises en compte.

### **Recommandations**

- donner aux soumissionnaires un temps raisonnable de préparation des offres et mettre en œuvre les procédures d'évaluation dans les délais compatibles avec la complexité des marchés et prendre soin de les consulter par écrit ;
- dresser un procès verbal d'évaluation avec proposition d'attribution et au regard du montant en cause le contrat doit être écrit même si sa forme reste libre ;
- veiller au respect de conditions d'accès à la commande publique telles que spécifiées dans les articles 43, 45 et 46 du CMP.

## **DRP DU 12 MARS 2008 - ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE**

**Non prévue dans le PPM et ne figure pas non plus dans l'AGPM publié le 31 janvier 2008 dans le Quotidien « Le Soleil »**

**Date de transmission de la DRP: 12 mars 2008**

**Date de dépôt des offres: 25 mars 2008**

**Délai de préparation des offres : 13 jours**

**Date d'attribution: 02 avril 2008**

**Date d'approbation: 11 avril 2008**

**Date de notification: 11 avril 2008**

**Délai d'exécution:** 3 semaines

**Attributaire :** COMPUTER LAND pour un montant de 15 494 698 F CFA

**Non conformités identifiées**

- nous notons une insuffisante formalisation de la procédure puisque le dossier ne comprend pas de procès verbal d'évaluation consignant la proposition d'attribution ;
- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été non plus informés et les conditions d'accès à la commande publique ne sont pas prises en compte.

**Recommandations**

- dresser un procès verbal d'évaluation avec proposition d'attribution et au regard du montant en cause le contrat doit être écrit même si sa forme reste libre ;
- veiller à l'information des soumissionnaires et au respect de conditions d'accès à la commande publique telles que spécifiées dans les articles 43, 45 et 46 du CMP.

**DRP N° 03047 DU 22 JUILLET 2008 TRAVAUX DE CABLAGE INFORMATIQUE TELECOM ET COURANT 220 DES LOCAUX DE LA DPA**

**Non prévue dans le PPM et ne figure pas non plus dans l'AGPM publié le 31 janvier 2008 dans le Quotidien « Le Soleil »**

**Date de transmission de la DRP :** 22 juillet 2008

**Date de dépôt des offres :** 06 août 2008

**Délai de préparation des offres :**

**Date d'attribution :** 13 août 2008

**Date d'approbation :** 13 août 2008

**Date de notification :** 13 août 2008

**Délai d'exécution :** 3 semaines

**Attributaire :** VOTELEC pour un montant de 10 021 150 F CFA

**Non conformités identifiées**

- nous notons une insuffisante formalisation de la procédure puisque le dossier ne comprend pas de procès verbal d'évaluation consignant la proposition d'attribution ;
- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été non plus informés et les conditions d'accès à la commande publique ne sont pas prises en compte.

**Recommandations**

- dresser un procès verbal d'évaluation avec proposition d'attribution et au regard du montant en cause le contrat doit être écrit même si sa forme reste libre ;
- veiller à l'information des soumissionnaires et au respect de conditions d'accès à la commande publique telles que spécifiées dans les articles 43, 45 et 46 du CMP.

## **DRP DU 06 AOUT 2008 ANIMATION D'UN SEMINAIRE RELATIF A L'ENGAGEMENT DU PERSONNEL ET A LA GESTION DU STRESS ET DU CHANGEMENT**

**Date de transmission de la DRP :** 17 juin 2008

**Date de dépôt des offres :** 25 juillet 2008

**Délai de préparation des offres :**

**Date d'attribution :** 25 juillet 2008

**Date d'approbation :** 06 août 2008

**Date de notification :** 06 août 2008

**Délai d'exécution :** 5 jours

**Attributaire :** CHEIKH TIDIANE SOW pour un montant de 8 100 995 F CFA

### **Non conformités identifiées**

- le dossier de passation ne comporte pas de lettre de saisine des candidats dont les critères d'évaluation ne sont pas non plus précisés à l'avance. Par ailleurs, les modalités de constitution de la liste des consultants ne sont pas précisées. Ledit dossier ne comprend que trois offres en lieu et place des cinq offres requises aux termes de l'article 77 du NCMP ;
- la formalisation de cette procédure de sélection est insuffisante puisque le dossier ne comprend ni procès verbal d'évaluation, ni de lettre de notification de l'attribution provisoire ou d'information des candidats non retenus.

### **Recommandations**

- la consultation d'au moins cinq prestataires choisis dans un fichier régulièrement constitué est la règle en matière de sélection de consultants. Ledit fichier peut être alimenté à partir de l'exploitation des réponses reçues suite à l'avis général de passation des marchés publié en début d'exercice et régulièrement mis à jour avec les réponses aux demandes de manifestation d'intérêt ou les demandes d'agrément reçues et analysées selon des critères définis par la Direction. Cette consultation doit être formalisée et donner lieu à une évaluation en bonne et due forme ;
- l'information des soumissionnaires doit se faire conformément aux dispositions du des articles 67 – 4, 85 et 86 du NCMP.

## **D.R.P- REALISATION DES TRAVAUX (1° ET 2° DU SIEGE DE L'APIX-SA)**

**Non prévue dans le PPM et ne figure pas non plus dans l'AGPM publié le 31 janvier 2008 dans le Quotidien « Le Soleil »**

**Date de transmission de la DRP :** 11 mars 2008

**Visite des lieux :** 14 mars 2008

**Date de dépôt des offres :** 27 mars 2008

**Délai de préparation des offres :** 16 jours

**Date d'attribution :** 7 avril 2008

**Date d'approbation :** 7 avril 2008

**Date de notification :** 7 avril 2008

**Délai d'exécution :** 3 semaines

**Attributaire :** GETRAN pour un montant de 49 355 642 F CFA

## Non conformités identifiées

- les entreprises OCTA SARL et CGBE qui ne figuraient sur la liste initiale des sociétés consultées ont déposé des offres alors que trois sociétés consultées (EGBR - BADARACCHI, ZAKHEM et GENERALE D'ENTREPRISE) n'ont pas répondu ;
- nous avons relevé des incohérences entre la date de remise des offres fixée au 27 mars 2008 si on se réfère à la lettre de consultation N° 1061 du 11 Mars 2008 et le procès verbal qui indique une ouverture des plis le 21 mars 2008 soient six jours avant la date limite de dépôt des offres. Ce même procès verbal a été signé par les membres de la Commission des Marchés le 24 mars 2008 alors que le registre du courrier « Arrivée » indique que les plis ont été reçus le 27 mars 2008 ;
- l'examen des offres des soumissionnaires et du rapport d'évaluation en date du 24 avril 2008 a permis de constater qu'aucune d'entre elles n'avait respecté le canevas de présentation tel que spécifié par le cadre de devis estimatif et n'étaient par conséquent pas conformes. L'APIX aurait dû, après consultation de la DCMP, déclarer cette consultation infructueuse et refaire une nouvelle consultation en veillant à établir un cahier des charges plus précis, avec un cadre de devis quantitatif estimatif exhaustif et susceptible d'assurer une comparaison équitable des offres. S'y ajoute le fait que seules les entreprises ayant les offres les moins bien notées et qui n'étaient pas initialement invitées à soumissionner avaient proposé un prix inférieur aux 50 millions (seuil de DRP). L'autre solution qui s'offrait à l'APIX SA était d'attribuer le marché à l'entreprise la moins disante CGBE pour un montant de 41 101 465 F CFA et de lui demander un devis réajusté sur les quantités mises en œuvre lot par lot à condition de ne pas négocier les prix unitaires tout en restant en dessous des 50 millions de F CFA (seuil DRP sur les travaux) ;
- le rapport d'analyse des offres en date du 24 Avril 2008 recommande l'entreprise GETRAN comme attributaire provisoire après réajustement de son offre en supprimant les lots : Electricité et Peinture. Le tableau récapitulatif de comparaison des offres donne un montant final de 57 579 068 FCFA pour l'entreprise GETRAN. Ce montant a été ramené, sur la base des éléments du second devis en date du 25 Mars 2008 (N° 2503 / MT de 93 775 036 F CFA TTC) au même montant que le 1<sup>er</sup> devis en date du 22 Mars (N°0209 / MT de 49 355 649 F CFA TTC). Or tous les autres candidats ayant déposé des offres ont donné un seul devis en date des 25, 26 ou 27 mars 2008. Ceci constitue une rupture du principe d'égalité des soumissionnaires.

## Recommandations

- n'accepter les offres de soumissionnaires que s'ils ont été régulièrement consultés. Par ailleurs, en cas de rajout sur la liste restreinte, il conviendrait d'en informer les autres soumissionnaires ;
- veiller à la cohérence des dossiers de passation des marchés et à l'exactitude des informations qui y sont mentionnées ;
- veiller à la précision des DAC, à l'exhaustivité des cadres de devis quantitatif estimatifs pour assurer l'exhaustivité, la comparabilité des offres des soumissionnaires et l'équité lors du processus d'évaluation.